



Conseil économique et social

Distr. générale
5 décembre 2011
Français
Original: anglais

Commission économique pour l'Europe

Comité du commerce

Centre pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques

Dix-huitième session

Genève, 15-17 février 2012

Point 2 de l'ordre du jour provisoire

Questions découlant des travaux menés depuis la dix-septième session

Questions découlant des travaux menés depuis la dix-septième session

Note du secrétariat, pour information

Résumé

Le secrétariat et le Bureau rendront compte des questions découlant des travaux que le Bureau du Comité du commerce et le Comité exécutif ont menés depuis la dix-septième session.

Le présent rapport est soumis au Centre pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques, pour information.

1. Comité exécutif

a) Rapport au Comité exécutif

1. Faisant suite à la demande formulée par le Comité exécutif de la CEE à sa réunion du 16 décembre 2010, le Bureau et le secrétariat du CEFACT-ONU ont établi un rapport sur les activités supplémentaires qui ont été menées de décembre 2010 à octobre 2011 pour appliquer les recommandations du Comité exécutif. Ce rapport sera présenté à la session de décembre 2011 du Comité exécutif.

b) Examen de la réforme de la CEE adoptée en 2005

2. La Commission économique pour l'Europe, à sa soixante-quatrième session tenue en mars 2011, a rappelé la réforme de la CEE adoptée en décembre 2005, pris acte avec satisfaction de sa mise en œuvre et des résultats obtenus et souligné l'importance de son premier examen quinquennal qui serait effectué en 2011-2012, en vue de dégager des conclusions sur les priorités des travaux futurs de la CEE. La Commission a réaffirmé les orientations stratégiques adoptées dans la réforme de 2005 de la CEE, sans préjuger des résultats de l'examen de cette réforme qui aurait lieu en 2011-2012 et qui devrait tirer parti des enseignements dégagés et des pratiques optimales.

3. La Commission a prié le Comité exécutif d'examiner les conclusions des débats de cette session, dans le cadre de l'examen des programmes de travail de ses comités sectoriels. Elle a également demandé aux comités sectoriels d'examiner les conclusions en question.

4. À sa quarante et unième réunion, le 10 mai 2011, le Comité exécutif a approuvé les modalités de l'examen de la réforme de 2005 de la CEE (document n° 2011/5) qui aurait lieu en 2011-2012. L'examen fera appel à des contributions des présidents des comités sectoriels et du secrétariat.

5. Le Comité exécutif procédera à un examen en bonne et due forme de chaque comité en 2011 et 2012. L'examen concernant le Comité du commerce de la CEE est prévu pour les 18 et 19 juin 2012. Dans un premier temps, le Comité exécutif fera le point des mandats actuels des comités et de leurs organes subsidiaires, de la mesure dans laquelle ces mandats ont été menés à bien au cours des années écoulées avec une utilisation efficace des ressources ainsi que de leur valeur ajoutée par rapport aux activités menées par d'autres organismes de l'ONU ou organisations internationales. Il s'agira de déterminer, pour chaque sous-programme:

- Les domaines prioritaires des travaux en cours et les résultats obtenus;
- Les questions nouvelles et émergentes éventuelles et les résultats escomptés;
- Les possibilités qui s'offrent de rationaliser les activités et d'introduire entre elles des synergies pour chacun des résultats escomptés;
- Les moyens d'améliorer l'efficacité et les méthodes de travail;
- Les résultats escomptés et les activités associées qu'il faudrait éventuellement réorienter/recentrer afin de mieux tenir compte des demandes prioritaires des États membres;
- Les moyens d'optimiser de la structure du programme de travail;
- Les moyens d'améliorer la communication et l'information du public.

6. Dans un deuxième temps, le Comité exécutif étudiera les priorités éventuelles des travaux futurs ainsi que les résultats souhaitables et projetés dans chaque domaine. De la

sorte, il sera possible de déterminer les activités qu'il est nécessaire de développer et celles auxquelles il faudrait mettre fin, de manière à suivre de près les besoins et priorités en constante évolution des États membres. Il conviendra de porter une attention toute particulière aux avantages comparés, à la coopération et aux synergies, à la pertinence du mandat, à l'efficacité, à l'efficience, à la viabilité et à l'impact de l'activité.

2. Comité du commerce

7. À sa quatrième session, tenue en juin 2011, le Comité du commerce a débattu des travaux menés par le CEFACT-ONU depuis la troisième session, tenue en février 2009, et a pris les décisions suivantes:

a) Le Comité a pris note de la révision de la structure, du mandat, du cahier des charges et des procédures du CEFACT-ONU (document ECE/TRADE/C/2009/15/Rev.2) et il est convenu d'examiner cette question dans le cadre du processus intersessions après avoir pris connaissance de l'évaluation des avantages et des inconvénients de la restructuration proposée, mentionnée au paragraphe 29 du rapport du CEFACT-ONU sur les travaux de sa session plénière de 2010 (ECE/TRADE/C/CEFACT/2010/25). *(Note: Ce rapport est en cours d'élaboration et sera présenté à la dix-huitième session du CEFACT-ONU, en février 2012 dans le document ECE/TRADE/C/CEFACT/2012/9 intitulé «Aperçu général et justification de la nouvelle structure du CEFACT-ONU».)*;

b) Le Comité a pris note que le Comité exécutif avait chargé le secrétariat de prendre la tête des activités de renforcement des capacités requises pour une augmentation de la participation des pays en transition à ses travaux;

c) Le Comité a demandé au secrétariat de répondre directement, dans toute la mesure possible, aux demandes des États membres.

8. À sa réunion du 6 octobre, le Bureau du Comité du commerce a pris la décision suivante:

a) Le Bureau a décidé d'élaborer, à l'intention des présidents, de nouvelles directives qui comporteraient notamment une note leur expliquant leur rôle et les procédures de la CEE et du Comité du commerce, y compris la présentation et la structure des documents de la Plénière. Le Bureau a également demandé que le secrétariat veille à ce que tous les organes appliquent les règlements intérieurs en vigueur.

3. Renforcement des capacités et soutien pour favoriser la participation des pays en transition aux travaux du CEFACT-ONU¹

a) Renforcement des capacités

9. Les activités de renforcement des capacités menées par le secrétariat pour donner effet aux recommandations du Comité exécutif relatives au renforcement des capacités en matière de facilitation du commerce et à l'application de normes internationales sont brièvement exposées dans un document présenté au Comité exécutif le 29 novembre 2011.

¹ À mesure que les nouvelles dispositions organisationnelles du CEFACT-ONU prendront forme au cours des mois à venir, le Bureau du CEFACT-ONU et le secrétariat de la CEE accorderont également la priorité à une plus grande collaboration, au bénéfice en particulier des États membres, grâce à un programme renforcé de sensibilisation et de renforcement des capacités qui peut tirer parti de l'ensemble des connaissances et des compétences des experts du CEFACT-ONU issus des secteurs public et privé et du secrétariat de la CEE.

10. Le programme de renforcement des capacités du secrétariat s'est distingué récemment par quelques réalisations marquantes:

- Un atelier régional de formation à l'analyse des procédés commerciaux pour le commerce sans papier et à la mise en place d'un guichet unique, les 20 à 22 avril 2011, à Bangkok;
- Dans le cadre de l'UNNExT, une formation à l'analyse des procédés commerciaux pour le commerce sans papier et au système de guichet unique pour le Kazakhstan/l'Asie centrale, les 27 et 28 juin 2011, à Astana;
- Dans le cadre de l'UNNExT, un atelier sur le renforcement des capacités consacré aux questions juridiques liées à la mise en place d'un guichet unique et au commerce sans papier, les 7 et 8 octobre 2011, à Séoul;
- Dans le cadre de l'UNNExT, un atelier sur le renforcement des capacités consacré à l'harmonisation des données en vue de la mise en place d'un guichet unique, les 7 et 8 octobre 2011, à Séoul;
- Une réunion régionale de groupes des pays d'Asie centrale et d'Asie-Pacifique consacrée au Forum 2011 sur la facilitation du commerce, les 4 et 5 octobre 2011, à Séoul;
- Une planification et mise en place d'un projet de guichet unique, les 14 et 15 décembre 2011, à Genève (Suisse).

11. Le secrétariat a encore développé le réseau d'experts des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale et d'Asie-Pacifique (UNNExT). Dans la région de la CEE, le réseau compte dorénavant les pays suivants: Azerbaïdjan, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan. En outre, l'Afghanistan et la Mongolie y participent en tant que pays bénéficiaires du SPECA. Le réseau est géré conjointement par la CEE et par les divisions du commerce de la CESAP.

12. Les principaux documents d'information du secrétariat à l'intention des décideurs établis dans le cadre de l'UNNExT sont notamment les suivants:

- UNNExT Brief No. 5, Towards a Single Window Trading Environment – Senegal's Transition from a Paper-based System to a Paperless Trading System, janvier 2011;
- UNNExT Brief No. 6, Towards a Single Window Trading Environment – Japan's Development of a Single Window – Case of NACCS, avril 2011;
- UNNExT Brief No. 7, Towards a Single Window Trading Environment – Achieving Effective Stakeholder Coordination, septembre 2011;
- Guide UNNExT sur l'harmonisation des données en vue de la création d'un guichet unique: Guide destiné aux pays en développement et pays en transition pour analyser et simplifier les documents commerciaux et élaborer des documents commerciaux électroniques selon les normes internationales ouvertes;
- UNNExT – Études de pays sur l'harmonisation des données pour la création d'un guichet unique: monographies nationales sur la manière dont les pays harmonisent les données et élaborent des documents commerciaux électroniques pour la création d'un guichet unique; les monographies actuellement disponibles concernant la Thaïlande et la République de Corée;
- UNNExT – Guide traitant des questions juridiques liées à la mise en place d'un guichet unique;
- UNNExT – Guide pour la planification et la gestion de la mise en place d'un guichet unique.

13. Forts des bons résultats de la récente collaboration entre la CEE, la CESAP et d'autres commissions régionales de l'ONU au cours de ces dernières années, les cinq secrétaires exécutifs ont adopté en 2010 l'approche commune des commissions régionales vis-à-vis de la facilitation du commerce, afin de parler et d'agir d'une même voix. À l'appui de cette initiative, la CEE a soumis un projet à financer par le Compte de l'ONU pour le développement, qui a été approuvé, afin d'aider les pays en développement et les pays en transition des cinq régions à participer davantage aux chaînes mondiales d'approvisionnement. La première manifestation organisée dans le cadre de ce projet, sous le titre «Connecting International Trade: Single Windows and Supply Chains in the Next Decade» (Se rattacher au commerce international: les guichets uniques et les chaînes d'approvisionnement au cours de la prochaine décennie), aura lieu à Genève en décembre 2011. Les participants à cette manifestation étudieront les tendances, opportunités et technologies les plus récentes en vue de la mise en place de guichets uniques et d'échanges d'informations dans le commerce mondial, afin de dégager les stratégies, les modèles commerciaux et les démarches les plus efficaces. La réunion contribuera à l'élaboration de priorités stratégiques afin de rationaliser et de sécuriser davantage le commerce transfrontalier, dans l'esprit des négociations de Doha en cours à l'OMC et donnera aux participants l'occasion d'échanger des données d'expérience et les enseignements qu'ils ont tirés de ces données. La Conférence sera suivie, en vue de renforcer les capacités, de manifestations consacrées à la gestion des guichets uniques et l'harmonisation des données.

14. Le Bureau du CEFACT-ONU sera invité à y participer. Le secrétariat continuera d'informer régulièrement le Bureau de ces activités et de leurs résultats, de manière à déterminer les domaines dans lesquels le Bureau peut agir.

15. En 2011, la CEE, avec le concours d'experts du CEFACT-ONU, a relancé le projet de guide sur la facilitation du commerce, qui est financé par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Sida). Ce projet devrait aboutir, en juin 2012, à la publication d'un guide électronique présentant les instruments et outils de facilitation du commerce, complété par un ensemble de matériels didactiques et un certain nombre d'études de cas de bonnes pratiques.

b) Participation accrue des pays en transition aux travaux du CEFACT-ONU

16. Le CEFACT-ONU s'est attaché tout particulièrement à encourager les pays en transition à participer à ses travaux. Les évolutions positives dans ce domaine comprennent notamment:

- La réunion régionale qui a eu lieu au Bélarus en avril 2011, au cours de laquelle les ministères des communications de 11 pays membres de la CEI ont créé un groupe régional CEI des communications, qui a été chargé de travailler avec le CEFACT-ONU.
- La demande d'assistance adressée par le Conseil inter-États de normalisation, de certification et de métrologie de la CEI (qui regroupe les organismes de normalisation de 11 États membres de la CEI) au CEFACT-ONU, au cours de leur réunion tenue au Turkménistan en mai 2011, pour élaborer des propositions concernant un programme régional potentiel de normalisation des règles en matière d'information, qui serait établi sur la base des outils du CEFACT-ONU.
- L'organisation par la CEE d'une série de cours de formation sur la facilitation du commerce au Collège de gestion des frontières de l'OSCE (Douchanbé).

17. Les initiatives du secrétariat de la CEE en matière de sensibilisation aux normes dans le domaine électronique ont débouché sur la création, en décembre 2009, d'un nouveau comité technique TC 22 sous le nom de «Technologies de l'information» dans la

Fédération de Russie. En 2010, ce comité a reçu le statut de comité technique interétatique de la CEI, avec le même nom.

18. En 2010, a été créé le Comité technique russe des normes électroniques (TC 55). Les travaux de ce comité portent essentiellement sur «la terminologie, les éléments de données, les processus d'affaires et le commerce électronique».

19. Le secrétariat de la CEE a également établi des contacts avec les principaux organismes de la CEI qui s'occupent des normes en matière d'information au niveau régional. Ce sont la Communauté régionale dans le domaine des communications (RC) et le Conseil inter-États de normalisation, de certification et de métrologie de la CEI. Ces deux organismes représentent les administrations sectorielles nationales, les ministères des communications et les organismes de normalisation des 11 États membres de la CEI.

20. Pour le moment, le secrétariat apporte à ces organismes nationaux et régionaux les informations dont ils ont besoin. Il recommande que le CEFACT-ONU multiplie les contacts avec ces organismes de normalisation.
